

Présidentielles 2002

Dans la perspective des élections présidentielles, *Arabies* continue – après Christine Boutin et Noël Mamère dans le numéro de janvier – le tour d'horizon des candidats.

*Propos recueillis par Khattar ABOU DIAB
et Ariane POISSONNIER*

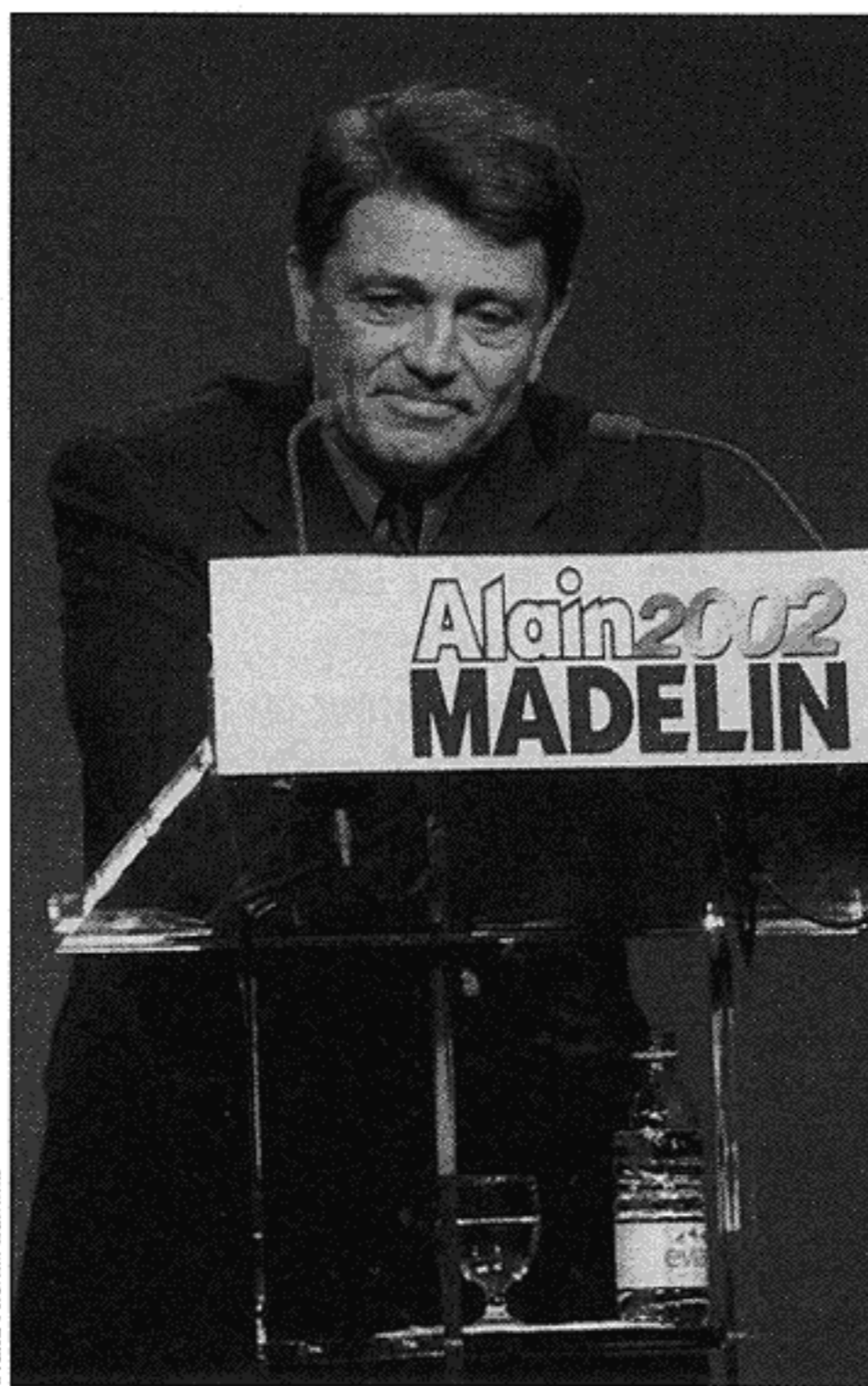
■ **Quelle politique de l'immigration proposez-vous pour la France de demain ? L'intégration est-elle un ferment de la République ou un mythe ?**

■ **Robert Hue :** Les immigrés ne sont ni des suspects ni des délinquants en puissance. Les migrations ne doivent donc plus relever des politiques de sécurité. Parmi leurs causes complexes, la mondialisation capitaliste, les inégalités de développement qu'elle provoque, l'histoire, le poids singulier de l'esclavage et du colonialisme jouent un grand rôle. Mais il y a aussi l'aspiration à une plus grande liberté de circulation rendue possible par le formidable essor des moyens de communication. Elle doit être garantie. Prioritairement, la France et la communauté européenne doivent s'engager résolument en faveur du co-développement et de l'essor de la démocratie pour ralentir, jusqu'à les éradiquer, les migrations de la misère et les atteintes aux droits de l'homme.

L'apport culturel et économique des immigrés à la société française est considérable. Le racisme et la xénophobie de certains en sont d'autant plus insupportables. Reconnaissance de l'altérité, partage et citoyenneté sont des valeurs essentielles pour celles et ceux qui vivent dans notre pays. Je réclame le droit de vote pour les résidents étrangers.

Plutôt que d'intégration, je préfère parler de dynamique des droits afin de vivre ensemble, dans le respect des valeurs universelles et sans renoncement aux diversités culturelles, de langue et de religion. J'ai une conception laïque d'une République qui combat toutes les discriminations, les aliénations et les dominations.

■ **Alain Madelin :** Je me suis toujours farouchement opposé à l'idée fautive selon laquelle « des immigrés en plus, c'est des emplois en moins ». Mais il faut, cependant,



Grand Alexis/Gamma

distinguer l'immigration du travail, celle qui s'intègre plus facilement et qui constitue un enrichissement mutuel, de l'immigration hors travail légal qui condamne les étrangers au travail clandestin ou les fait dépendre de prestations sociales, et finit par se retourner contre l'immigration régulière. Je suis partisan d'une politique d'immigration coordonnée au niveau européen, liée aux possibilités réelles du marché du travail et s'inspirant de la *green card* américaine.

Quant à l'intégration, j'ai toujours refusé l'idée qui consiste à vouloir couler tout le monde dans le même moule et à couper chacun

● **Alain Madelin,** né le 26 mars 1946, avocat, député d'Ille-et-Vilaine depuis 1978, député européen, président de Démocratie Libérale

de ses racines. Cette conception intégriste de l'intégration n'est pas la mienne. Je pense, au contraire, qu'il faut que chacun puisse vivre sa propre histoire, dans sa richesse et sa diversité. On peut se sentir Français tout en revendiquant une culture d'origine.

■ **Peut-on parler, sur le plan international, de choc des civilisations ? Comment appréciez-vous la place de l'islam en France aujourd'hui ?**

■ **Robert Hue :** Le thème du « choc des civilisations » est aussi inacceptable sur le plan politique qu'il est intolérable sur le plan éthique. Quelle est la réalité ? Celle d'un monde d'inégalités profondes, de droits bafoués, d'insécurité permanente et de violences souvent insupportables, et celle aussi d'un monde de résistances sociales et politiques, d'opinions publiques de plus en plus critiques, de luttes ouvertes et d'espoirs immenses.

Le vrai choc qui se produit de façon nouvelle depuis la fin des années quatre-vingt-dix avec la chute du mur de Berlin et le développement de la mondialisation capitaliste, c'est le choc entre le cynisme des politiques de puissances, des extrémismes intégristes et de l'argent roi et l'aspiration de plusieurs milliards d'individus

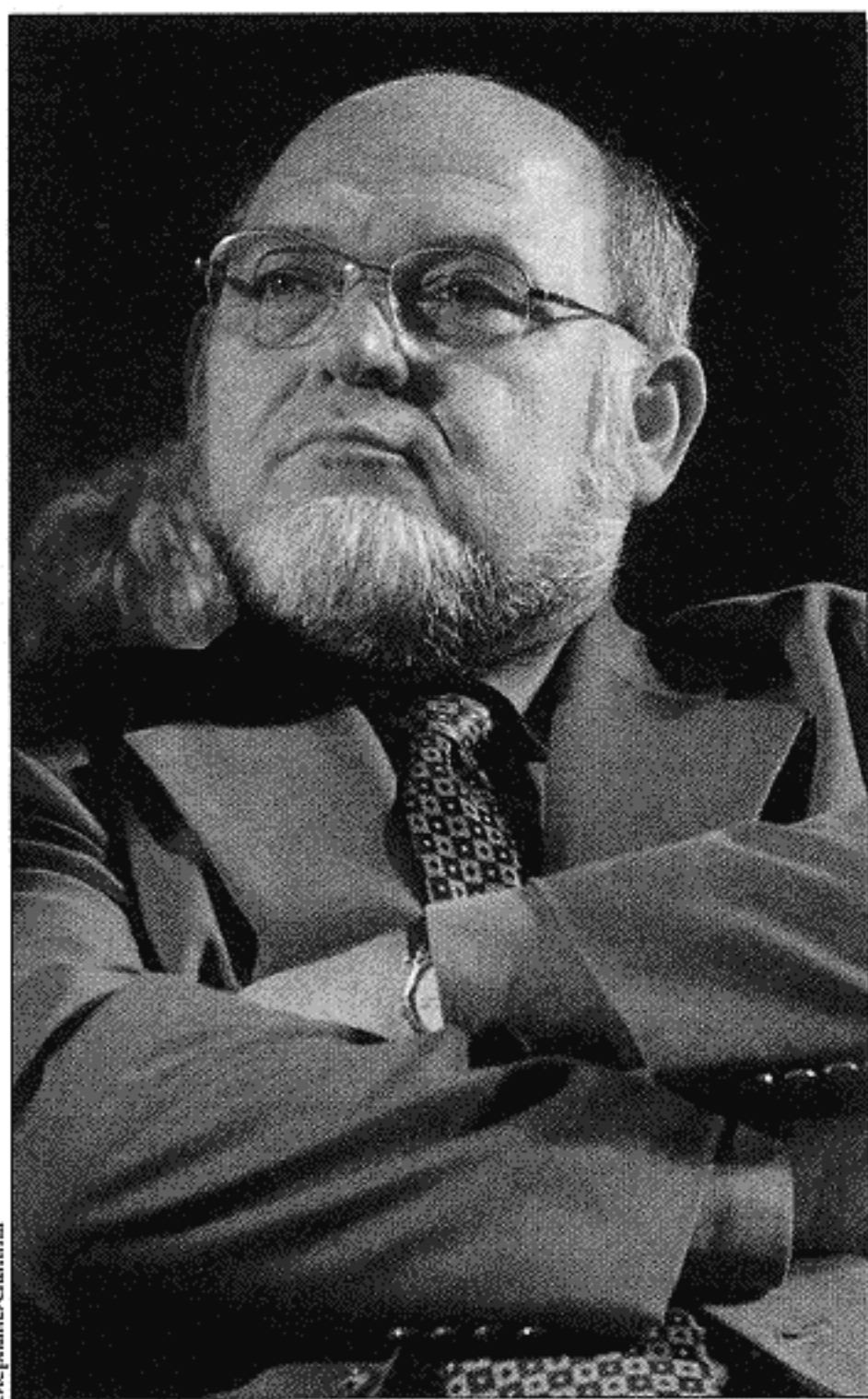
sur terre à une vie plus digne de ce que l'on appelle l'humanité.

Un des problèmes posés est l'instrumentalisation des facteurs religieux et culturels à des fins de pouvoirs et de domination. Je suis heureux que le monde arabe en débattenne, comme le montre l'important colloque d'intellectuels qui s'est tenu au Caire sur le thème « *Le dialogue des civilisations, un échange et non un choc !* », après l'abominable attaque terroriste du 11 septembre aux Etats-Unis.

L'islam est la deuxième religion en France. La place qu'elle tient dans notre pays est donc d'une très grande importance. En ce moment même, un processus d'élection d'une instance représentative du culte musulman est en cours de réalisation. Les pouvoirs publics dans un

haut et très fermement non à l'amalgame que certains seraient tentés de faire avec l'islam.

L'islam, qui constitue l'une des plus grandes religions du monde, est porteur d'un message de tolérance, de paix et de fraternité. Depuis une dizaine d'années, je me suis penché sur la question de l'islam, et, après avoir organisé de nombreux colloques, consulté des universitaires français et étrangers, je me suis forgé une opinion : j'ai la conviction que l'islam est compatible avec les valeurs universelles que représentent les droits de l'homme et avec la modernité. Ceci nous invite, plus que jamais, à œuvrer afin que la France joue un rôle important pour conforter cet islam modéré qui se marie avec les valeurs de la République, et qui a toute sa place dans notre pays.



● **Robert Hue**, né le 19 octobre 1946, infirmier, député du Val d'Oise depuis 1997, maire de Montigny-les-Cormeilles depuis 1977, président du Parti communiste français

Or, le processus engagé par Jean-Pierre Chevènement en 1999 et poursuivi par l'actuel ministre de l'Intérieur, visant à créer une instance représentative de l'islam de France – ce qui est en soi une bonne chose –, comporte malheureusement de graves vices de construction qui ont d'ailleurs été dénoncés à maintes reprises par des autorités religieuses incontestables, favorables à un islam intégré à la République. La « Consultation » organisée par le ministère de l'Intérieur revient, en effet, à légitimer des organisations prônant soit un islam politique incompatible avec notre conception de la laïcité, soit un fondamentalisme identitaire rejetant toute intégration. Plus encore, elle prend le risque de donner les clés de l'islam de France aux mouvements les plus radicaux. Si nous avons le devoir de favoriser l'émergence d'une structure représentant l'Islam de France, nous devons aussi dire que nous ne voulons pas d'un syndicat des islamistes en France. Ce choix doit être clairement affirmé et assumé devant la nation.

■ **Quelle est la vocation de la France dans le bassin méditerranéen et le monde arabe ?**

■ **Robert Hue** : La réorientation de la construction européenne que je préconise a de fortes implications pour les pays méditerranéens et arabes. C'est une exigence issue d'une communauté de destin évidente. Il faut multiplier les passerelles individuelles et collectives, sociales et culturelles. L'Europe qui cherche à préciser son identité politique y trouvera une source d'enrichissement sur tous les plans. Les pays de la rive Sud y trouveront un partenariat positif, une contribution à leur développement.

Comme vous le savez, je suis critique, par exemple, quant au contenu du partenariat euro-méditerranéen actuel. On ne peut se contenter, en effet, d'une zone de libre échange à l'horizon 2010, dans l'esprit d'un néo-libéralisme de régression sociale et de privatisations. C'est pour cette raison que j'agis pour que la France et l'Union européenne revoient le contenu et les pratiques de ce partenariat euro-méditerranéen, y compris d'ailleurs sur le plan politique. Cela leur permettrait de jouer un rôle beaucoup plus grand en faveur d'une solution durable et juste au conflit du Proche-Orient.

■ **Alain Madelin** : La Méditerranée tient une part importante dans l'histoire de la France, que ce soit dans le domaine politique, économique ou culturel ; elle continue de l'influencer dans le présent au point que certains de nos partenaires ont tendance, à l'occasion, à nous qualifier de « pays méditerranéen ». L'intérêt s'est porté, ces dernières années, sur la nécessité de prendre en compte ces liens d'une nature particulière. Les négociations entre gouvernements ont abouti au processus de Barcelone et aux programmes communautaires MEDA. Triomphalement annoncé, le bilan est en réalité bien mince et l'essentiel reste à faire.

Ce qu'il faut, c'est faire pleinement jouer à notre pays le rôle qui devrait être le sien. La France entretient de bonnes relations avec l'ensemble des pays de la zone, où elle dispose d'un réel capital d'influence. Elle doit s'y investir plus, dans le cas de tensions entre ces pays, et constituer un facteur d'équilibre. Au-delà des relations avec les Etats, la France doit entretenir des relations avec les peuples, favoriser les échanges culturels et l'évolution démocratique de ces pays. Nous devons, par ailleurs, favoriser vraiment l'émergence d'une grande zone de libre-échange euro-méditerranéenne.

Il convient, enfin, de répondre à l'intérêt que manifeste pour la langue et la culture françaises la majorité de ces pays, membres pour la plupart de l'Organisation internationale de la francophonie. Nous devons développer davantage les liens tissés par la francophonie en favorisant notamment l'accueil et le soutien aux étudiants et chercheurs étrangers.

Etat laïc comme le nôtre ne peuvent y prendre qu'une place incitative. C'est aux musulmans de décider, bien sûr.

■ **Alain Madelin** : Je refuse de considérer la tragédie du 11 septembre comme le symbole d'une guerre des civilisations. Ce n'est pas davantage un combat du Nord contre le Sud, des pays riches contre les pays pauvres. Ce n'est pas une révolte de l'Islam contre le reste du monde, ni une guerre de religion. C'est une guerre menée par une minorité d'intégristes fanatiques qui cherche, par un discours de haine et par la manipulation des symboles, à entraîner les masses arabes. De même, il faut dire très